

Nice, le **27 MAI 2021**

## **ARRÊTÉ**

### **Portant institution du bureau de vote au titre de l'article R. 40-1 du code électoral**

Le préfet des Alpes-Maritimes  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code électoral, notamment ses articles L. 12, L. 12-1, L. 13, L. 14, L. 79 et R. 40-1 ;  
Vu l'article 112 de la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique ;  
Vu le décret n° 2020-1460 du 27 novembre 2020 portant application du I de l'article 112 de la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique et relatif à l'inscription sur les listes électorales et au vote par correspondance des personnes détenues ;  
Vu l'arrêté du 14 décembre 2020 portant institution du bureau de vote au titre de l'article R. 40-1 du code électoral ;  
Vu la lettre du 17 mai 2021 du maire de Nice sollicitant une renumérotation et le changement d'adresse du bureau de vote au titre de l'article R. 40-1 du code électoral ;  
Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Alpes-Maritimes ;

## **ARRÊTE**

**Article 1<sup>er</sup>** : Dans la commune de Nice, est créé un bureau de vote n° 237 intitulé « VAL MARIE ».

Il est installé à l'école de Sainte Hélène maternelle, 16 bis rue Val Marie.

Sont rattachés à ce bureau de vote :

- les personnes détenues inscrites dans cette commune pour y voter par correspondance en application des articles L. 12-1 et L. 79 du code électoral ;

- les Français établis hors de France et les militaires de carrière lorsque la commune chef-lieu est leur commune de naissance, celle de leur dernier domicile, celle de leur dernière résidence, ou celle où était inscrit un de leurs ascendants ou un de leurs parents jusqu'au 4<sup>e</sup> degré, dans les conditions prévues aux articles L. 12 et L. 13 du même code ;
- les Français établis hors de France, ou les conjoints de militaires de carrière, inscrit au titre de l'inscription de leur conjoint dans la commune chef-lieu, sur présentation d'un contrat de mariage en application de l'article L. 14 du même code.

**Article 2 :** En application des articles L. 12-1 et R. 40-1 du code électoral, le bureau mentionné à l'article 1<sup>er</sup> est rattaché à la circonscription électorale de la ville de Nice qui compte, pour chaque élection respectivement, le plus d'électeurs inscrits sur les listes électorales à la date de publication du présent arrêté :

1<sup>o</sup> pour les élections départementales : le canton Nice-2 ;

2<sup>o</sup> pour les élections législatives : la 3<sup>e</sup> circonscription des Alpes-Maritimes.

**Article 3 :** L'arrêté préfectoral du 14 décembre 2020 portant institution du bureau de vote au titre de l'article R. 40-1 du code électoral est abrogé.

**Article 4 :** Le secrétaire général de la préfecture des Alpes-Maritimes et le maire de Nice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Alpes-Maritimes.

  
Pour le préfet,  
Le Secrétaire Général  
SG 4522  
Philippe LOOS